



Par millions debout ! Il le faut aussi pour les revendications

Le peuple de France dans sa cosmopolité a fait valoir ses droits à la liberté et aux valeurs de la République, en se rassemblant en masse dans tout le pays pour dire son horreur de l'attentat commis le 7 janvier dernier contre le journal Charlie Hebdo.

La liberté d'expression vient de connaître un bain de sang abominable et inacceptable.

Nous qui savons le prix de la vie payé par nombre de militants pour la cause de la défense des intérêts des salariés et des retraités, de la paix, mesurons encore plus combien le combat des libertés est un combat de chaque instant.

Le mépris antisocial du gouvernement et du MEDEF mérite que nous occupions aussi par millions la rue pour nos revendications.

Ne laissons pas plus envenimer ces politiques qui nourrissent la haine de l'autre, mettent en concurrence les salariés, stigmatisent l'immigré, attisent les feux des guerres régionales.

Laissons encore moins la possibilité à ceux tentés par des amalgames ou par des spéculations politiciennes, de se saisir de ces événements tragiques pour muscler leur idéologie raciste. Faut-il souligner combien la laïcité est

à défendre becs et ongles pour le vivre ensemble.

Se rassembler pour la liberté, c'est le faire aussi pour celle de revendiquer et d'agir.

La loi Macron, meurtrière à bien des égards pour le droit au et du travail, exige cela.

La perspective de la journée d'actions des retraités du 1er avril prochain nous offre le moyen de dire stop aux cadeaux au MEDEF, oui au progrès social tout de suite et pour le plus grand nombre.

La reprise de sa carte CGT, le bulletin d'adhésion CGT rempli, c'est le meilleur coup de main solidaire que l'on puisse se donner.

En 2015 : Un mémorandum contre l'austérité

Profitant de la période des vœux, engageons l'année par la présentation aux élus au niveau départemental, régional et national du mémorandum (commun aux 8 organisations syndicales et associations) des revendications des retraités. Rappelons également qu'en 2015, les retraités souhaitent que soit porté un coup d'arrêt aux politiques rétrogrades qui entendent réduire de 50 milliards les prestations sociales et qu'il sont déterminés à mobiliser les retraités pour la défense de leurs pensions et de la protection sociale collective..

L'avenir des retraites existe.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) vient de confirmer que la situation financière des retraites dépend avant tout de facteurs économiques, et non des évolutions démographiques. C'est ce que la CGT n'a de cesse d'affirmer depuis de nombreuses années. L'avenir des retraites passe par une politique du

plein emploi et de croissance. Il faut savoir que la seule réalisation de l'égalité salariale femmes/hommes, permettrait un retour à l'équilibre dans les années 2020.

ARCCO et AGIRC « épinglés » par un rapport de la Cour des Comptes

Elle préconise la baisse des cotisations et le recul de l'âge d'ouverture des droits au nom du « coût ». Au contraire la CGT propose de pérenniser les régimes sur le long terme en élargissant l'assiette de cotisations à l'épargne salariale et une augmentation modulée de la part de cotisation patronale en fonction de la masse salariale et de la politique d'emplois et de salaires des entreprises

Le Gouvernement augmente le SMIC mensuel de 15 euros.

Une politique pas à la hauteur des enjeux !

Le montant du SMIC est désormais de 1.457,52 euros bruts. Cette augmentation est dérisoire et ne correspond ni aux attentes des salariés, ni aux besoins de l'économie.

La CGT continuera, dans les prochains mois à réclamer un changement radical de politique, avec sa revendication du SMIC à 1.700 euros bruts, et à se battre pour imposer une augmentation de tous les échelons de salaire, et bien entendu des retraites.

Oui au tiers payant généralisé.

Le tiers payant généralisé est une avancée sociale évidente pour répondre aux besoins des patients et lutter contre les inégalités sociales et d'accès aux soins. En pleine crise économique et sociale, il n'est pas admissible que cette mesure soit attaquée. C'est pour cette raison que

la CGT condamne le mouvement dans sa forme et invite les médecins à la raison. Et la CGT réaffirme la nécessité d'une autre organisation du système de santé.

Chômage toujours en hausse.

Novembre n'aura pas échappé à confirmer la hausse du chômage. Cette dramatique situation n'est pas pour nous étonner. Blocages des salaires et des pensions, auxquels il faut rajouter les divers prélèvements qui ont conduit à une baisse du pouvoir d'achat et de la consommation c'est là qu'il faut chercher les raisons de la hausse du chômage. Inverser la courbe du chômage passe par une inversion de la politique gouvernementale.

Projet de loi relatif aux agences d'emploi privées

La ratification par la France de la convention 181 de l'OIT n'apportera aucune amélioration du service que la collectivité doit aux millions de personnes privées d'emploi dans notre pays. Il apparaît évident que la seule motivation de cet acte précipité consiste à rendre irrémédiable le recours aux agences privées dont les seules motivations sont de capter des marchés publics en faisant apparaître le service public de l'emploi comme inefficace, archaïque et trop coûteux, comparé à celui qu'elles affirment assurer. De plus ce projet de loi, dans le texte, fait insidieusement disparaître la gestion de l'indemnisation des demandeurs d'emploi des missions de Pôle Emploi.

Sécurisation professionnelle : la CGT signe le contrat

Après consultation de ses organisations, la CGT a signé le contrat de sécurisation professionnelle. Celui-ci est un dispositif pour accompagner les salariés licenciés économiquement dans les petites entreprises. Il repose sur 3 piliers : indemnisation de haut niveau, un accompagnement renforcé, un meilleur accès à la

formation. La CGT aurait cependant souhaité améliorer l'accès à la formation en allant plus loin sur l'abondement du compte personnel de formation et regrette la baisse de l'indemnisation de 5%.

Syndicalisation

La perspective à la fois de notre 35ème congrès fédéral en mars prochain et de notre 13ème conférence nationale de l'UFR probablement dans le dernier trimestre 2015 sont des moments de débats à utiliser pour les consacrer à la syndicalisation. Il en va de nos possibilités de se donner les moyens de lutter et de gagner sur nos revendications. Les assemblées générales de remise des FNI se doivent d'être ouvertes pour gagner de nouveaux adhérents et reconquérir d'anciens.

Non à la signature de l'accord de partenariat économique UE - Afrique de l'ouest.

Le conseil des ministres des Affaires étrangères européens doit se prononcer sur la signature d'un accord de « partenariat économique » entre l'union européenne (UE), les 15 états de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Mauritanie. Il s'agit en réalité d'un accord de « libre échange » visant à supprimer 75% des droits sur les importations venant de l'UE et à limiter les droits des Etats Africains concernant leur politique commerciale.

La CGT dénonce les atteintes au droit de grève au Niger.

Suite à la non réponse à de nombreuses demandes d'ouverture de négociations les syndicats nigériens déposaient un préavis de grève pour les agents de la police municipale. Sans réponse ils se sont mis en grève le 11 novembre.

Ils ont été brutalement réprimés et révoqués par le maire, et le président du conseil de Niamey.

La CGT rappelle que le droit de grève est un droit fondamental, apporte son

soutien aux grévistes et appelle les autorités du Niger à respecter la convention de l'OIT (*organisation internationale du travail*).

Une nouvelle ère est à portée de main en Grèce

Une nouvelle ère pour le peuple grec et pour l'Europe est à portée de main. Syriza, dont le programme répond aux urgences sociales et formule des propositions pour redresser le pays, est en tête de tous les sondages. Sa victoire serait non seulement un espoir mais aussi la première pierre d'une solution commune et de progrès pour tous les européens qui souffrent. **Dans la gauche européenne réside l'issue positive à la crise en Europe et le peuple grec qui est adulte et indépendant doit décider librement de son avenir** malgré les tentatives d'intimidations et de directivisme de la chancelière allemande et alors que le FMI menace de suspendre son aide, et que le commissaire européen à l'économie Pierre Moscovici s'adresse directement aux électeurs grecs pour leur dire dans quel sens voter.

Cuba/États-Unis : Un pas positif

La reprise des relations diplomatiques entre les deux pays est un pas en avant tout comme la libération de trois des cinq cubains qui croupissaient dans les geôles des États-Unis. La CGT était engagée pleinement dans la bataille pour leur libération. La CGT salue cette étape franchie qui est une première victoire du peuple cubain dans sa résistance à l'impérialisme américain après un demi-siècle de politique agressive de la part de Washington. Désormais la levée totale de l'embargo illégal et illégitime, condamné à maintes reprises à la quasi-unanimité des Nations Unies, est une exigence absolue.

**Vie nouvelle m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 12 €**